

# DOSSIER SPECIAL



## Zone des « Trois Frontières », région de tous les dangers

# TABLE DES MATIÈRES

I. Introduction	2
II. Pays concernés par des actes terroristes récurrents	3
III. Présence des groupes djihadistes en Afrique	4
IV. Acteurs de l'insécurité dans la zone	5 - 7
V. Démarches pour remédier à la dégradation de la situation	8 - 12
VI. Réponses sécuritaires régionales au Sahel	13
VII. Persistance de l'insécurité	14 - 15
VIII. L'option du dialogue avec les jihadistes, ultime recours ?	16 - 17
IX. Conclusion	18

# I. Introduction

La zone des « trois frontières » dite Liptako-Gourma est la vaste région frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Cette zone où se rencontrent, sans délimitation physique, les territoires des trois Etats, est marquée par une concentration de menaces sécuritaires diverses : actions de groupes radicaux, activités criminelles grandissantes, banditisme, conflits communautaires.



## II. Pays concernés par des actes terroristes récurrents

Dans ce triste registre, le Mali semble payer le plus lourd tribut avec des massacres de civils par dizaine comme dans le Liptako-Gourma.

Dans certaines localités de la zone, situées dans la région de Ménaka et Gao, les populations victimes de l'insécurité fuient les lieux par centaines.



Au Niger, l'un des pays les plus pauvres du monde, la violence fait partie du quotidien.

Depuis l'annonce, à la mi-février 2022, par la France du retrait du Mali des forces Barkhane et européenne Takuba, Niamey redoute une nouvelle poussée jihadiste dans l'immense région enclavée de Tillabéri (ouest), et dans la zone des trois frontières.

A l'occasion d'un déplacement, au mois de mai 2022, à Ouallam, ville de la région de

Tillabéri, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres a qualifié les déplacés et réfugiés de « populations martyrisées » par la violence jihadiste qui frappe les pays du Sahel.

Au Burkina Faso, la junte, qui a renversé le 24 janvier 2022 le président élu Roch Marc Christian Kaboré, avait justifié le coup d'Etat par l'incapacité des autorités à endiguer la violence jihadiste qui frappe le pays.



Trois mois plus tard, des pans entiers du territoire national continuent d'échapper au contrôle de Ouagadougou. Loin de se résorber, la menace jihadiste ne cesse de s'étendre.

En sept ans, les violences jihadistes ont fait plus de 2.000 morts et contraint au moins 1,8 million de citoyens burkinabés à fuir leurs foyers.



## IV. Acteurs de l'insécurité dans la zone

Les attaques sont le fait de trois groupes distincts : l'organisation Etat islamique au Grand Sahara (EIGS), le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et Ansarou l-Islam.

Le groupe le plus visible reste l'organisation Etat islamique au Grand Sahara (EIGS), dont le chef historique, Adnane Abou Walid Al-Sahraoui, qui a été tué en août 2021 lors d'une frappe de l'armée française, aurait été remplacé par un nouvel émir, Abdoul Hakim Al-Sahraoui.



Les quelques centaines de combattants de l'EIGS se divisent entre deux katibas (unités combattantes), l'une composée principalement d'un clan touareg et l'autre de membres de la communauté peule, cible privilégiée des recruteurs jihadistes. L'EIGS a des capacités d'action dans les trois pays.

C'est un acteur à l'agenda jihadiste pur et dur, qui nie les frontières et poursuit le projet d'instaurer un califat.

En janvier 2020, le sommet de Pau (sud de la France) réunissant Paris le G5 Sahel, celui-ci désignait l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS) comme l'ennemi numéro un.

Quant au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaida, il est né en 2017 de l'agrégation de plusieurs groupes jihadistes sous l'autorité de Iyad Ag Ghali, un charismatique chef touareg omniprésent au Mali depuis le début des années 1990.



Figure du nationalisme touareg, il a entamé un lent basculement vers l'islamisme radical puis vers le djihadisme.

Dans le giron du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, un autre groupe, la katiba Serma, est aussi actif dans la partie malienne et se limiterait à un agenda national.

Récemment le GSIM a revendiqué la capture d'un russe de Wagner dans la région de Ségou au Mali.



Après le retrait de la force Barkhane du nord du Mali au début de l'année 2022, notamment de Gao et Kidal, les deux villes que les jihadistes avaient prises en 2012, le GSIM retrouve une liberté de mouvement que n'arrive pas à contrer les forces maliennes et les mercenaires de Wagner.

Avec au moins un millier de combattants, le GSIM, qui a survécu à la présence de Barkhane malgré la perte de nombre de ses cadres, est aujourd'hui un acteur incontournable du conflit au Sahel.

Bénéficiant du soutien des populations, il est efficace au combat et la paix au Mali ne peut se faire sans son accord, ou son éradication.

Dans le nord du Burkina Faso, en revanche, les attaques sont le fait d'Ansarou l-Islam, un groupe constitué majoritairement de Peuls, apparu à la fin de 2016 et dirigé par un certain Ibrahim Malam Dicko.



Il s'agit en l'occurrence du premier groupe terroriste burkinabé de l'Histoire.

Depuis le début de 2017, Ansarou l-Islam fait monter la pression dans le nord du pays : assassinat de personnes suspectées de collaborer avec l'Etat, menaces dans les écoles, attaques contre les postes de sécurité, intimidation de la population, interruption des mariages et des baptêmes, jugés trop fastueux...

La stratégie de Malam consiste à faire reculer l'Etat dans le Nord et voir renaître le royaume peul du Macina, fondé au début du XIXe siècle par Sékou Amadou, un illustre marabout.



Si une concurrence existe entre ces différents mouvements, notamment pour attirer de nouvelles recrues, la labellisation des groupes ne correspond pas à la réalité vécue par les acteurs.

Les divergences qui existent entre les instances de l'Etat islamique et d'Al-Qaida ne se retrouvent pas forcément sur le terrain où les combattants s'identifient davantage à des personnalités qu'à des groupes.

L'État islamique au Grand Sahara et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans sont particulièrement actifs.

Au mois de mars 2022, de violents affrontements ont éclaté entre la Coalition du Mouvement pour le Salut de l'Azawad (MSA) - Groupe d'Autodéfense Touareg Imghad et Alliés (GATIA) et un groupe terroriste affilié à Daech dans la région de Ménaka au nord du Mali.

Les groupes jihadistes ont pu prospérer sur un terreau favorable fourni par la sécheresse et des rivalités historiques entre agriculteurs et éleveurs.



La région est également riche en trafics de toutes sortes.

Dans certains cas comme le trafic de drogue, les jihadistes laissent faire en prélevant des taxes.

Dans d'autres, comme pour les armes ou les médicaments, ils interviennent directement en prélevant une part de la marchandise.

# V. Démarches pour remédier à la dégradation de la situation

Quatre démarches ont été entreprises pour contenir le phénomène d'insécurité et assurer le développement économique et humain dans la zone : création de la MINUSMA ; constitution du G5 Sahel ; déploiement de l'opération Barkhane ; lancement du « Projet des Trois Frontières ».

## Création de la MINUSMA



La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a été créée par le Conseil de sécurité le 25 avril 2013, pour appuyer le processus politique dans ce pays et effectuer un certain nombre de tâches d'ordre sécuritaire.

Le Conseil de sécurité a demandé à la MINUSMA d'aider les autorités de transition maliennes à stabiliser le pays et à appliquer la feuille de route pour la transition.

La Mission déploie environ 13.000 soldats et des milliers de policiers et personnels civils dans ce pays secoué par les violences, jihadistes notamment.



Le 25 juin 2014, le Conseil a décidé d'axer le mandat de la MINUSMA sur des tâches prioritaires telles que la sécurité, la stabilisation et la protection des civils, l'appui au dialogue politique national et à la réconciliation nationale, ainsi qu'à l'appui au rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays, à la reconstruction du secteur de la sécurité malien, à la promotion et la protection des droits de l'homme et à l'aide humanitaire.

Au mois de mai 2022, le Secrétaire général des Nations unies a jugé nécessaire de maintenir une mission internationale au Mali pour empêcher le pays de s'effondrer, en plaidant pour une force africaine avec un mandat onusien plus robuste.

# Démarches pour remédier à la dégradation de la situation

Le Conseil de sécurité doit se pencher en juin 2022 sur le renouvellement du mandat de la MINUSMA.

Le débat aura lieu à la lumière des développements observés depuis le renouvellement de la force en juin 2021 pour un an : persistance de l'insécurité, annonce du retrait des forces françaises et européennes, arrivée au Mali de centaines de mercenaires russes de Wagner, maintien de la junte au pouvoir malgré son engagement initial à organiser des élections en février 2022.

## Constitution du G5 Sahel



Le G5 Sahel ou « G5S » est un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité,

créé lors d'un sommet du 15 au 17 février 2014 par cinq États du Sahel : les trois pays directement concernés (Mali, Burkina Faso, Niger), en plus de la Mauritanie et du Tchad.

Cette force conjointe, dont le principe est de permettre aux armées nationales d'intervenir chez le voisin, est quasiment inopérationnelle et la collaboration entre gouvernants se révèle souvent compliquée, d'autant plus que les membres du G5S sont, globalement, membre de trois organisations différentes pour chaque thématique : la Mauritanie avec le Maghreb voire le monde arabe, le Mali, le Burkina Faso et le Niger avec l'Afrique de l'Ouest et le Tchad avec l'Afrique centrale.



Le G5 Sahel se trouve face au problème épineux de la succession à sa tête de Mahamat Idriss Deby, dont le mandat s'est achevé au mois de février 2022.

# Démarches pour remédier à la dégradation de la situation

Célébré il n'y a pas si longtemps pour son efficacité, le G5 Sahel connaît la pire crise de son existence depuis sa création en 2014.

Pour la première fois de son histoire, le G5 Sahel n'a pas réussi à réunir sa conférence annuelle des chefs d'Etat.

L'impasse à la présidence du G5 Sahel est devenue totale.



Derrière la paralysie institutionnelle qui prolonge le mandat de Mahamat Deby sans perspective de lui trouver un successeur, apparaît la menace de l'asphyxie budgétaire du Secrétariat exécutif du Groupe.

En effet, les crédits budgétaires de cette instance, basée à Nouakchott, sont votés annuellement par la conférence des chefs d'Etat qui n'a pu se tenir cette année.

## Déploiement de l'opération Barkhane



Barkhane est le nom de code donné à une opération militaire menée par l'armée française à partir de 2014 au niveau du Sahel et du Sahara.

Cette entreprise visait à lutter contre les groupes salafistes armés dans toute la région du Sahel, principalement DAECH et AQMI.

Les armées alliées des cinq pays du G5 ont apporté une aide secondaire à l'opération, en plus de quelques renforts d'Etats européens.

Les USA fournissaient surtout un appui en matière de renseignement.

# Démarches pour remédier à la dégradation de la situation

Huit ans après le début de l'intervention, Paris a décidé de réduire ses troupes et transférer le commandement des opérations militaires aux armées africaines présentes sur le terrain.

Dès lors, l'armée française ne participe plus au combat et entre dans une logique d'accompagnement des troupes sahéniennes.



L'opération a certes réalisé des exploits (démantèlement de structures jihadistes, saisie d'armes, de munitions, de drogue...)

Les forces françaises ont surtout éliminé le chef de l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) qui était à la tête du plus violent groupe terroriste du Sahel.

Néanmoins, au bout de huit ans, Barkhane n'a pas obtenu de résultats patents, les jihadistes continuant toujours à sévir,

particulièrement au niveau des trois frontières, où la menace jihadiste ne cesse de croître.

Barkhane entend certes conserver une présence dans cette zone.



Le général Laurent Michon à la tête de l'opération Barkhane évoque une réorganisation dans la région en question, soulignant qu'il ne s'agit pas d'un redéploiement mais uniquement d'ajuster la mission dans les pays voisins du Mali pour adapter la lutte antijihadiste dans la bande sahénienne.

Mais, grosso modo, cette force se retrouvait environnée d'un chaos croissant contre lequel elle ne pouvait pas grand-chose.

Pour autant, si Barkhane n'était pas là, ce chaos aurait été bien plus grave.

# Démarches pour remédier à la dégradation de la situation

## Lancement du « Projet des Trois Frontières »



Initié en 2018 par la Banque Mondiale, le projet communautaire de Relance et de stabilisation au sahel ou « Projet des Trois Frontières » (3F) a été lancé au mois de février 2021.

Selon les initiateurs, le projet vise à contribuer au rétablissement des communautés dans les zones ciblées de la région du Liptako-Gourma en soutenant les services et les infrastructures socio-économiques intégrés, les moyens de subsistance, le développement territorial, les données régionales et la coordination.

Le programme est co-financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et le Centre de Crise et de Soutien (CDCS) du Ministère Français de l'Europe et des Affaires Etrangères avec un budget de 55.5 millions d'euros pour une durée estimée de 5 ans.

Dans un contexte de menaces sécuritaires multiples, le projet s'assigne comme objectif d'améliorer l'accès et la qualité des services sociaux de base et de renforcer la résilience des populations.



En plus, le programme devra avoir un fort impact sur l'atténuation des vulnérabilités, à travers la réduction des déséquilibres sociaux dans la région, notamment en faveur des jeunes et des femmes, et le renforcement de la cohésion sociale. Il est censé contribuer également à réduire les disparités entre les territoires en matière de développement social et économique.

L'ensemble des activités liées au projet doit permettre d'atténuer les tensions sociales et de développer rapidement et durablement l'économie locale dans des territoires touchés depuis plusieurs années par une forte insécurité et par des conflits communautaires, souvent très sanglants.

# VI. Réponses sécuritaires régionales au Sahel



## VII. Persistance de l'insécurité

Malgré ces dispositions, l'insécurité dans la région des trois frontières connaît un tournant tragique depuis un moment pour les populations vivant dans les localités de Tessit, Talataye, Ansongo et la région de Ménaka, situées dans la zone frontalière entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, où la situation sécuritaire s'est considérablement dégradée au cours des derniers mois.



Les attaques des groupes armés ont eu un impact dévastateur sur la population civile, déjà en détresse, entraînant des dizaines de morts et des déplacements importants de populations.

A partir du mois de mars 2022, les villages de la zone des trois frontières sont le théâtre des pires massacres de civils qu'a connus le Sahel depuis le début de la crise en 2012.

Plusieurs villages des environs de Gao ont été ciblés par les jihadistes de l'État islamique au Grand Sahara (EIGS).

Entre 300 et 500 personnes ont été tuées, principalement des civils.

C'est le bilan le plus lourd jamais enregistré depuis le début du conflit.



Face aux attaques, les combattants du Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés (Gatia) et du Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA), organisations armées touaregs loyalistes - réputées proches du pouvoir central - se battent presque seuls, quasiment sans soutien de l'armée régulière.

Sur le plan militaire, le Burkina Faso et le Niger mènent des opérations conjointes, essentiellement à leurs frontières.



Cependant, faute de coopération plus étroite entre les trois Etats partageant cette zone, la situation a dégénéré, et la nature ayant horreur du vide, les terroristes et autres narcotrafiquants s'y sont solidement incrustés, au moment où Niamey, Ouagadougou et Bamako n'arrivent pas à définir une stratégie commune face à la déferlante jihadiste.

Malgré la montée en puissance des Forces Armées Maliennes (FAMa), qui causent d'importantes pertes aux jihadistes, une véritable coopération militaire tripartite s'imposerait pour mener une lutte implacable contre ces terroristes qui ont causé d'énormes pertes en vies humaines et d'importants dégâts matériels.



# VIII. L'option du dialogue avec les jihadistes, ultime recours ?

Au regard de la détermination des groupes armés à aller de l'avant dans leurs projets destructeurs et d'après le diagnostic de certains dirigeants du Sahel, il semble que le tout sécuritaire ne suffit plus pour sortir la zone de l'impasse.



Le retour à la paix pourrait passer par un dialogue avec des groupes armés.

Mais des interrogations sont alors soulevées : Faut-il négocier avec les jihadistes ? Si oui, avec qui ? Et quels sont les résultats escomptés ?

Au Burkina Faso, comme au Mali et au Niger, s'est vite posée la question : faut-il prendre langue avec les groupes armés ?

Contrairement à Niamey, Ouagadougou exclut toute négociation avec Al-Qaïda et l'Etat islamique, mais envisage de dialoguer avec les combattants locaux, qui souhaiteraient déposer les armes, selon les autorités.

Au Niger, les armes ne permettant pas d'emporter une victoire, l'option de négocier avec tous les jihadistes, organisations transnationales comprises, semble être la voie privilégiée.



Fervent défenseur de cette ligne, le président nigérien Mohamed Bazoum a amorcé ces derniers mois des discussions avec des éléments du groupe jihadiste de l'EIGS.

# L'option du dialogue avec les jihadistes, ultime recours ?

Pour Niamey, l'objectif est double : empêcher le recrutement de nouvelles recrues et réinsérer les combattants qui rendent les armes.



Au Mali, la présence du groupe paramilitaire russe Wagner confirme la volonté des autorités maliennes de chercher une victoire militaire contre les jihadistes.

Pourtant, les relations avec les groupes armés n'ont jamais été interrompues.



En 2020, l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta avait demandé l'envoi d'émissaires vers deux chefs jihadistes et ce sujet a refait surface après le départ des forces de de la France, qui s'est toujours opposée à une telle stratégie.

# IX. Conclusion

Depuis 2012, le climat d'insécurité et de violence s'est aggravé de manière nette, du fait de la prolifération des groupes armés, de l'augmentation des affrontements interethniques et de l'ascension de l'extrémisme violent.

La région est souvent le théâtre d'une intensification des attaques menées par les groupes terroristes, ciblant principalement les forces armées régulières, mais aussi les populations civiles.

La zone est jugée comme étant le centre névralgique des actions terroristes dans le Sahel.

Caractérisée par sa faiblesse économique (manque d'opportunités en particulier pour les jeunes), sociale (limitation de l'accès équitable aux services sociaux de base) et climatique (sécheresse, désertification), la région présente des indicateurs de développements humains parmi les plus faibles au monde.



## **DERNIERE INFORMATION**

*« Le Mali a annoncé, dimanche 15 mai, se retirer du G5 Sahel et de sa force militaire anti-djihadiste, formée avec la Mauritanie, le Tchad, le Burkina Faso et le Niger. Huit ans après sa création, l'avenir de cette organisation régionale, lancée pour tenter d'endiguer la menace terroriste qui ne cesse de gagner du terrain au Sahel, semble plus que jamais en suspens ».*

**Rédaction du « Monde Afrique »**



# ATLANTIS

Centre de Recherches et d'Études Géostratégiques  
Center for Geostrategic Research and Studies

41, rue Kharzouza , CIL - 20200 Casablanca - Maroc

Tél : +212 522 950 955/ Fax : +212 522 950 953

[contact@atlantis-center.org](mailto:contact@atlantis-center.org)

[www.atlantis-center.org](http://www.atlantis-center.org)